



SOMMET MONDIAL DE LA DIASPORA, DUBLIN 2022

Groupe de travail thématique n° 1 : le capital économique de la diaspora

Le gouvernement irlandais, Dr Larisa Lara, Roberto Cancel et Killian Clifford de l'Organisation internationale pour les migrations, Dr Martin Russell et Kingsley Aikins du Networking Institute ont contribué à ce document d'orientation.



Riailtas na hÉireann
Government of Ireland



Ce document d'orientation a été rédigé par le groupe Action politique du Sommet mondial de la diaspora (GDS). Ce document a pour unique objectif d'orienter les groupes de travail thématiques en leur fournissant des informations et des instructions en vue d'atteindre les résultats attendus du GDS. À visée instructive, ce document d'orientation est conçu pour appuyer le groupe de travail thématique et ne doit pas être considéré comme un recueil exhaustif des connaissances théoriques et pratiques en rapport avec le sujet du groupe de travail.

Le groupe Action politique n'accepte aucune responsabilité et ne donne aucune garantie quant à la validité et la véracité des informations contenues dans ce document. Comme l'engagement de la diaspora évolue constamment, la base de connaissances fournie ici doit être comprise en situation et comme guide de réflexion pour le groupe de travail thématique. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement hôte du groupe de travail technique ou du groupe Action politique du GDS.

Ce document ne peut être reproduit, que ce soit en tout ou en partie, sans en citer la source.

Table des matières

1. Introduction	4
2. Le capital économique de la diaspora pour les pays d'origine.....	5
2.1 Tourisme de la diaspora.....	5
2.2 Commerce et investissement de la diaspora.....	6
2.2.1 Développement d'entreprises et entrepreneuriat par la diaspora.....	6
2.2.2 Investissement de la diaspora.....	8
2.2.3 Diaspora et développement local.....	10
2.3 Envois de fonds et intégration financière	12
2.4 Philanthropie de la diaspora	13
2.5 Engagements du capital économique de la diaspora : considérations sur les institutions, l'information et la mise en œuvre	15
3. Le capital économique de la diaspora pour les pays de résidence	16
3.1 Des réseaux de prospérité et d'influence au marketing de la diaspora	17
3.2 Accès aux artisans du changement	18
3.3 Diplomatie économique	18
3.4 Délimiter les considérations sur les institutions, l'information et la mise en œuvre pour les pays de résidence	19
4. Construire un avenir cocréé pour le capital économique de la diaspora.....	20
4.1 Agir et produire des effets : politiques, programmes et partenariats	20
5. Trois questions d'orientation pour le groupe de travail thématique	23
6. Résultats attendus	24
Conclusion.....	25

Élaborer des programmes d'aide et des produits financiers ciblés qui facilitent les investissements et l'esprit d'entreprise des migrants et de la diaspora, notamment en fournissant un soutien administratif et juridique à la création d'entreprises, en accordant des capitaux d'amorçage, en créant des obligations de la diaspora et des fonds de développement de la diaspora et d'investissement, et en organisant des salons professionnels spécialisés (Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières).

1. Introduction

On peut dire sans risque de se tromper que la volonté des États de favoriser des utilisations plus durables des capitaux économiques de la diaspora compte parmi les principales raisons pour lesquelles les pays d'origine et de résidence ont davantage été attirés par le potentiel de développement de la diaspora.¹ Avec les points d'entrée individuels des envois de fonds et des efforts pour changer les comportements d'utilisation par des projets économiques à plus grande échelle pour l'engagement de la diaspora, le capital économique de la diaspora est devenu l'objet principal de plusieurs politiques et programmes à travers le monde.

Bien que ce domaine soit intégré dans plusieurs programmes mondiaux d'action politique et d'échange, les effets du capital économique de la diaspora n'ont pas encore été découverts dans toute leur ampleur. En recoupant les recherches des différents groupes de travail techniques, il est impératif de rechercher où et comment l'engagement du capital économique de la diaspora peut être construit de la manière la plus appropriée. Par exemple, les gouvernements des pays d'origine, en particulier, font-ils trop vite la cour au capital économique de la diaspora sans établir les bons types de relations avec les communautés de la diaspora ? Les diasporas se plaignent souvent d'être sollicitées trop régulièrement pour de simples demandes de contributions financières.

Par conséquent, ce document d'orientation explore le capital économique de la diaspora comme une seule pièce du tableau complexe que constitue le capital de la diaspora. Il explore comment les communautés de la diaspora, en travaillant avec les pays d'origine et de résidence et différents acteurs de la mise en œuvre, ont commencé à étendre certaines formes d'interventions pour libérer le capital économique des communautés de la diaspora. Sur la base des enseignements tirés de la récente boîte à outils de l'OIM sur la cartographie de la diaspora, nous présenterons certains thèmes de

¹ Pour tous les documents de référence du GDS, la définition officielle de la diaspora de l'OIM est retenue. Elle définit la diaspora comme « les migrants ou les descendants de migrants dont l'identité et le sentiment d'appartenance, réels ou symboliques, ont été façonnés par leur expérience migratoire et leur parcours. Ils entretiennent des liens avec leur pays d'origine et les uns avec les autres, sur la base d'un sentiment partagé d'histoire, d'identité ou d'expériences collectives dans le pays de destination. » Cette information provient de l'OIM. (2019). Glossary on Migration. International Migration Law, n° 34. OIM. Genève.

l'engagement, comme la gestion et la création d'entreprises, les activités commerciales et d'investissement, les comportements et habitudes d'envoi de fonds, le tourisme et la philanthropie.²

Au sens large, le capital économique est défini comme « toute ressource économique utilisée pour acheter et/ou fabriquer des produits et fournir des services ».³ Ce document d'orientation donne des exemples d'activités et de discussions possibles, car un traitement exhaustif du sujet du capital économique de la diaspora dépasserait le cadre de ce document.

L'analyse qui suit façonne des orientations afin de remettre des informations et des instructions aux participants au groupe de travail technique qui devront étudier comment le capital économique de la diaspora peut construire des systèmes d'engagement durables qui allient les objectifs du gouvernement et ceux de la diaspora. Il y a dix ans, une couverture de *The Economist* notait que la magie de la diaspora, en déployant ses réseaux d'entreprises de migrants, était en train de remodeler le commerce mondial.⁴ Ce document doit progresser vers un programme d'action capable de construire un avenir collaboratif, cocréé, pour que le capital économique de la diaspora au pays et à l'étranger réalise son potentiel décrit dans cet article.

2. Le capital économique de la diaspora pour les pays d'origine

Les pays d'origine, en particulier au cours de la dernière décennie, ont commencé à voir le pouvoir économique des communautés et des réseaux de leur diaspora mondiale. Comme le prescrit la définition du capital économique ci-dessus, ce pouvoir est à la fois financier et non financier. Alors que la discussion historique sur le capital économique de la diaspora était principalement enracinée dans les envois de fonds, qui restent une dynamique critique dans la discussion, elle a commencé à s'élargir pour inclure les moyens par lesquels les diasporas peuvent contribuer aux entreprises et à l'entrepreneuriat, au commerce et à l'investissement, à la philanthropie et à d'autres domaines.

Ces domaines ne constituent pas la liste exhaustive des moyens dont le capital économique de la diaspora peut être engagé, mais apportent une base solide sur laquelle s'appuyer dans les discussions d'introduction ci-dessus. Ces domaines centraux permettent d'explorer les moyens dont tous les niveaux de capacité dans les communautés de la diaspora peuvent jouer un rôle actif dans le développement socio-économique des pays d'origine. Ils feront aussi émerger des thèmes transversaux qui gagnent en importance, en ce qui concerne la manière dont les gouvernements, les diasporas et les partenaires de développement internationaux commencent à mobiliser le capital économique de la diaspora. Ces thèmes incluent le développement local, la responsabilité sociétale, l'engagement sexospécifique et l'engagement des jeunes.

2.1 Tourisme de la diaspora

Par exemple, après une période de distanciation physique entre les diasporas et les pays d'origine en raison de la pandémie de COVID-19, on observe déjà une accélération du tourisme de la diaspora. Ce secteur apparaîtra comme un domaine clé de reprise grâce à l'engagement de la diaspora. Ces dernières semaines, le gouvernement jamaïcain a annoncé une campagne intitulée « Rediscover Jamaica

² OIM. (2020). *Contributions and Counting Guidance to Measure Economic Impact of Diaspora Beyond Remittances (Contributions et comptabilisation : guide pour mesurer les répercussions économiques de la diaspora au-delà de l'envoi de fonds)*. Genève.

³ Cette définition a été fournie par l'OIM aux fins de ce document d'orientation.

⁴ The Economist. (2011). *The Magic of Diasporas (La magie des diasporas)*. 19 November Edition.

» (Redécouvrir la Jamaïque), un partenariat entre le ministère du Tourisme et les hôteliers visant à encourager le tourisme intérieur par le marketing ciblant la diaspora. La campagne comprendra un « forfait vacances de la diaspora 60/60 », qui sélectionnera « 60 couples jamaïcains de la diaspora pour séjourner dans l'un des hôtels de luxe du pays au prix de 60 USD par nuit de la mi-août à la mi-décembre ». ⁵ De telles initiatives ont été développées à partir d'exemples internationaux instructifs comme The Homecoming in Scotland, The Gathering in Ireland et l'Année du retour au Ghana.

Étude de cas n° 1 : l'Année du retour, Ghana 2019

L'« Année du retour, Ghana 2019 » a été un voyage spirituel et de retour aux sources majeur qui a invité la famille mondiale africaine, chez elle et à l'étranger, à marquer les 400 ans de l'arrivée des premiers esclaves africains à Jamestown, en Virginie. Des événements ont été programmés pendant toute l'année pour appuyer l'initiative.

L'Office du tourisme du Ghana (GTA), sous l'égide du ministère du Tourisme, des Arts et de la Culture, a dirigé le projet en collaboration avec le Bureau des affaires de la diaspora du Bureau du président, la Fondation PANAFEST et le Groupe Adinkra des États-Unis. ⁶

Alors que le niveau de répercussions financières est débattu, les autorités ghanéennes ont estimé que le projet a conduit à une injection de 1,9 milliard de dollars dans l'économie et ont remarqué que « c'était un exploit très impressionnant en relations publiques et publicité ». ⁷ Dans ce contexte, le pouvoir commercial des diasporas mérite également d'être reconnu. Il a été mobilisé pour atténuer les pressions commerciales sur les marchés locaux pendant la pandémie de COVID-19. GERMIN, par exemple, a développé ShqipShop, une plateforme de vente en ligne qui rassemble des produits artisanaux et patriotiques provenant de producteurs albanais et kosovars pour les commercialiser dans la diaspora. ⁸ C'est un exemple de la façon dont différentes formes de capital de la diaspora peuvent se conjuguer pour produire des bénéfices économiques dans des domaines tels que la promotion du commerce, le tourisme, etc...

2.2 Commerce et investissement de la diaspora

La présente section du document d'orientation fournit un résumé des principaux domaines et instruments d'engagement qui peuvent être mobilisés par le biais du capital économique de la diaspora, dans une compréhension plus large du rôle que jouent les diasporas dans le commerce et l'investissement. Nous relierons ici les dynamiques financières et non financières qui sont construites à travers le capital économique de la diaspora.

2.2.1 Développement d'entreprises et entrepreneuriat par la diaspora

Le rôle du capital économique de la diaspora dans l'appui au développement des entreprises et l'entrepreneuriat dans les pays d'origine prend des formes variées. Jetant naturellement des ponts

⁵ Derrick Scott. (2022). Bartlett Targets Diaspora With 'Rediscover Jamaica' Campaign. *Jamaica Information Service*, 30 janvier. (Consultable sur <https://jis.gov.jm/fw-bartlett-targets-diaspora-with-rediscover-jamaica-campaign/>).

⁶ Pour plus d'information, voir <https://www.yearofreturn.com/about/> et les réflexions provenant de la BBC. (2021). African diaspora: Did Ghana's Year of Return attract foreign visitors? 30 janvier. (Consultable sur <https://www.bbc.com/news/world-africa-51191409>).

⁷ BBC. (2021). African diaspora: Did Ghana's Year of Return attract foreign visitors? 30 janvier. (Consultable sur <https://www.bbc.com/news/world-africa-51191409>).

⁸ Pour plus d'information, voir <https://shqipshop.org/>.

entre les pays, les diasporas peuvent fournir un capital social important pour faire progresser les procédures des entreprises. Les membres de la diaspora peuvent également parrainer les entrepreneurs du pays, tout en restant eux-mêmes une réserve importante d'entrepreneurs talentueux à qui s'adresser pour un bon retour au pays.

Bien que de nombreuses interventions stratégiques aient été mises en place à ce niveau ces dernières années, comme en témoignent des initiatives telles que Back for Business en Irlande ou l'African Diaspora Marketplace aux États-Unis, certains domaines sont de plus en plus populaires.⁹ Elles reflètent également le besoin de la diaspora de s'engager, en particulier avec son capital économique, pour rester au fait des tendances du développement économique du reste de la population afin de conserver sa pertinence. Trois thèmes d'intérêt émergent fortement dans les domaines de l'engagement sexospécifique, de la jeunesse et de la responsabilité sociétale, ainsi que du développement local.

En ce qui concerne le soutien sexospécifique dans les pays d'origine aux femmes chefs d'entreprise sur place et dans la diaspora, de nombreux réseaux innovants sont en cours de création. Des exemples internationaux tels que TurkishWIN restent les précurseurs sur le terrain. Des acteurs internationaux comme le GiZ ont récemment soutenu des programmes destinés spécifiquement à aider des femmes entrepreneurs de la diaspora tout au long du parcours de développement de leurs entreprises.¹⁰ En outre, de nouveaux réseaux tels que le Malawian Women in Diaspora Network adoptent une approche sexospécifique du développement socioéconomique.

Étude de cas n° 2 : Malawian Women in Diaspora Network (Le réseau des femmes malawiennes de la diaspora)

Le Malawian Women in Diaspora Network a pour but de coordonner les informations qui contribueront à une plus grande participation au développement national, à l'échange de connaissances et au transfert de compétences, à l'investissement au Malawi et aux activités philanthropiques. Il veut fournir des résultats de recherche et des documents fondés sur des données factuelles pour couvrir différents secteurs et mettre en évidence les problèmes qui touchent les femmes malawiennes. Il veut renforcer l'influence des figures exemplaires féminines et les présenter comme sources d'inspiration aux jeunes Malawiens.

Le réseau a été lancé par la Première dame du Malawi en 2021.¹¹

Comme autre grande tendance puissante qui commence à s'implanter dans l'engagement du capital économique de la diaspora, on peut citer la priorité donnée à la jeunesse et aux engagements axés sur la responsabilité sociétale. Étant donné que quantité de petits États insulaires en développement comptent parmi les plus touchés par le changement climatique, des plateformes et des outils créatifs sont créés directement ou indirectement par les pays d'origine pour promouvoir l'investissement éthique et responsable qui peut contribuer aux ODD (objectifs de développement durable).

⁹ Pour plus d'information sur Back for Business, voir <https://www.backforbusiness.com/>. Pour plus d'information sur les précédentes éditions du marché de la diaspora africaine, voir https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1880/African_Diaspora_Marketplace.pdf.

¹⁰ Pour plus d'information sur TurkishWIN, voir <https://turkishwin.com/>. Pour plus d'information sur le travail du GiZ pour l'émancipation des femmes entrepreneurs de la diaspora, voir https://gender-works.giz.de/wp-content/uploads/2022/02/Womens-entpreneurship-event-flyer_final.pdf.

¹¹ Pour plus d'information, voir <https://www.malawianwomendiaspora.com/>.

Il est important d'adopter une perspective plus large de la contribution économique de la diaspora pour comprendre les différents rôles et responsabilités qu'elle peut jouer dans la réalisation de ces ambitions. Parmi les organisations qui relèvent ce défi, citons le Zidi Circle.

Étude de cas n° 3 : le Zidi Circle

Le Zidi Circle vise à promouvoir une croissance économique inclusive et durable à travers des emplois productifs et un travail décent pour tous les entrepreneurs de la diaspora, en les aidant à renforcer leurs capacités et à se financer. En fournissant des financements aux entrepreneurs de la diaspora, il espère construire des infrastructures résistantes, promouvoir une industrialisation inclusive et durable, et encourager l'innovation. Son objectif global est de réduire les inégalités au sein des pays et entre les pays pour les entrepreneurs de la diaspora, en s'assurant qu'ils obtiennent les fonds nécessaires pour démarrer ou développer leurs entreprises.¹²

L'engagement du capital économique de la diaspora allie naturellement l'État et le marché. Dès lors, même dans les exemples ci-dessus, il est important de noter que les autorités publiques des pays d'origine jouent certains rôles spécifiques. Ces rôles sont principalement liés à la réglementation et à la mise en place d'un paysage économique favorable pour que prospèrent les entrepreneurs locaux, les entrepreneurs de la diaspora et les entreprises. L'engagement effectif de la diaspora est parfois plus bénéfique en partenariat et peut être nourri par des instruments spécifiques tels que la solution fintech, les obligations, les opportunités d'investissement direct, etc.

2.2.2 Investissement de la diaspora

L'investissement de la diaspora est une forme de mobilisation du capital économique qui peut offrir des avantages financiers et de développement, pour les migrants comme pour les pays d'origine. L'investissement de la diaspora est généralement reçu par des entreprises, des organisations gouvernementales ou des organisations non gouvernementales, ce qui le distingue des envois de fonds qui sont généralement reçus par les ménages. L'investissement de la diaspora peut prendre de nombreuses formes. En prenant du recul, on peut toutefois le répartir en trois formes d'acquisition par un membre de la diaspora d'un bien dans son pays d'origine : les comptes bancaires de la diaspora, les fonds propres et la dette.¹³

Comptes bancaires de la diaspora

Les comptes bancaires peuvent être proposés à la diaspora en monnaie locale ou étrangère et s'accompagner d'incitations à l'investissement comme des taux d'intérêt favorables ou un faible impôt sur les intérêts créditeurs. Pour les pays d'accueil, ils peuvent être un moyen peu coûteux de mobiliser des flux de devises étrangères dans le pays, renforçant ainsi la balance des paiements du pays. À partir de ces comptes, les membres de la diaspora peuvent exécuter d'autres formes d'investissement de la diaspora.

¹² Pour plus d'information, voir <https://zidicircle.com/about-us-2-2/>.

¹³ Pour une discussion plus large sur les différents types d'investissements de la diaspora, voir Gelb, Stephen ; Kalantaryan, Sona ; McMahon, Simon et Perez-Fernandez, Marta (2021), *Diaspora finance for development : from remittances to investment*, EUR 30742 EN, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg, 2021, ISBN 978-92-76-38762-6, doi:10.2760/034446, JRC125341.

Investissement de la diaspora en actions

C'est par l'investissement dans des parts d'entreprises que les membres de la diaspora investissent dans le secteur privé du pays d'accueil. Le degré de contrôle ou d'influence de l'investisseur de la diaspora déterminera si cet investissement doit être considéré comme un investissement direct ou un investissement de portefeuille.

- **Investissement direct de la diaspora**

Dans le cas d'un investissement direct de la diaspora (IDD), un investisseur de la diaspora prend une participation directe dans une entreprise de son pays d'origine. Souvent, l'investissement procurera un certain niveau de contrôle ou d'influence sur l'entreprise (généralement fixé à un seuil de 10 % d'actionnariat), parfois avec une certaine gestion directe de l'entreprise et éventuellement un rôle de mentor.

- **Investissement de la diaspora en portefeuille**

Par l'investissement en portefeuille, l'investisseur de la diaspora détient une faible proportion des capitaux propres d'une entreprise dans le pays d'origine, mais n'influence pas nécessairement ses activités quotidiennes. En général, ces investissements se constituent de placements boursiers ou de fonds communs de placement. Comme décrit ci-dessous, le Pakistan a réussi à mobiliser ces investissements au moyen des comptes bancaires de la diaspora.

Dettes de la diaspora

Le moyen le plus simple d'investir dans la dette d'un pays consiste pour la diaspora à acheter des obligations de la diaspora, qui peuvent être émises en monnaie locale ou étrangère. Les fonds provenant de cette émission d'obligations peuvent être affectés ou non à des fins spécifiques. Dans de nombreux exemples, la diaspora semble disposée à payer une prime de la diaspora pour ces obligations, ce qui signifie que c'est un moyen pour les gouvernements bénéficiaires de lever des fonds à un coût inférieur à ceux du marché. Le Pakistan a réussi à mobiliser des investissements pour les obligations de la diaspora au moyen des comptes bancaires de la diaspora.

Étude de cas n° 4 : le compte numérique Roshan

En septembre 2020, le Pakistan a lancé le compte numérique Roshan (RDA) qui vise à encourager les investissements de la diaspora dans le pays au moyen des comptes bancaires de la diaspora. Différentes incitations ont été accordées à la diaspora, notamment la facilité d'ouvrir un compte numérique à distance, les comptes de la diaspora en monnaie étrangère, des taux d'intérêt favorables ainsi que des incitations fiscales sur les intérêts créditeurs. À travers leurs comptes bancaires, les membres de la diaspora peuvent investir dans les obligations de la diaspora, le marché boursier local et d'autres titres. En février 2022, le régime avait donné lieu à l'entrée de 3,6 milliards de dollars sur les comptes de la diaspora, suivie d'investissements dans des obligations d'État de 2,5 milliards de dollars et d'investissements boursiers de 35 millions de dollars.¹⁴

Malgré l'émergence de ces instruments innovants pour engager le capital économique, il faut rappeler qu'en demandant trop de soutien financier trop tôt à la diaspora, on peut nuire à l'établissement de liens entre le capital économique de la diaspora et à la création d'emplois. On le voit bien si l'on se penche sur le rôle différent que la diaspora peut jouer dans l'investissement direct de la diaspora. Dans

¹⁴ Voir le site Internet dédié de la Banque d'État du Pakistan <https://www.sbp.org.pk/RDA/index.html>

les travaux fondateurs d'Ardivino et DeBass sur l'IDD en tant que potentiel inexploité pour le développement, les cinq rôles de la diaspora par l'IDD qu'identifient les auteurs aident à contextualiser les différents rôles économiques que la diaspora peut jouer.¹⁵ Ces rôles sont représentés ci-dessous :

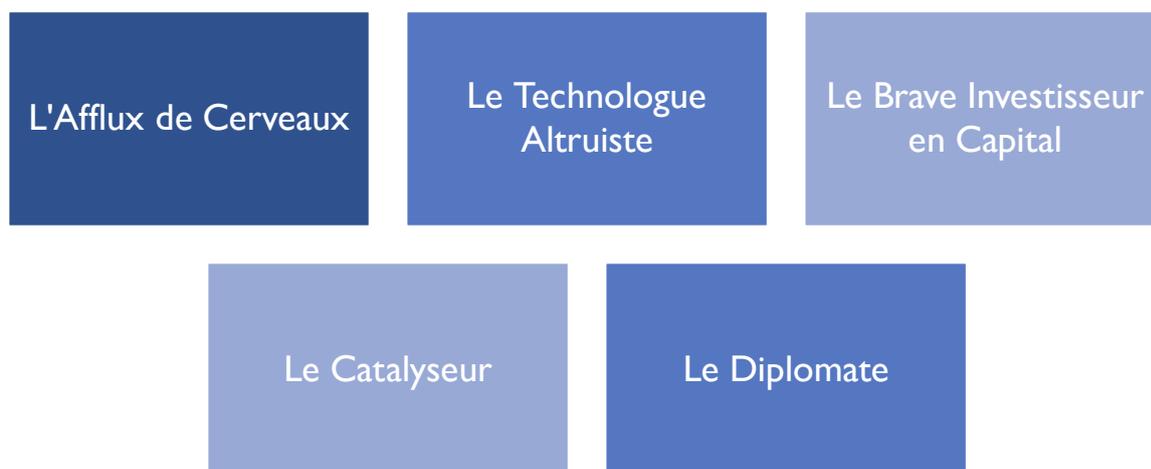


Illustration 1 Les rôles de la diaspora dans l'IDD (Ardivino et DeBass, 2009)

Ces rôles montrent une bonne compréhension des différentes demandes de développement qui peuvent être adressées à la diaspora et à son capital économique. Il peut s'agir à la fois de demandes financières et non financières et de l'acquisition de connaissances critiques, non sur ce que la diaspora peut faire, mais ce qu'elle fera pour aider les pays d'origine à élaborer une stratégie durable pour l'engagement de la diaspora. De même, un autre point d'accès important à considérer pour mobiliser le capital économique de la diaspora est la prise de conscience croissante que, pour de nombreuses diasporas, leur attachement à une certaine localité peut être plus puissant que leur sentiment d'appartenance à la nation.

2.2.3 Diaspora et développement local

La mise en place d'un environnement propice aux entreprises est également compliquée par le fait qu'en plus de la mobilisation du capital économique de la diaspora, les autorités locales doivent généralement être incluses. L'engagement de la diaspora est de plus en plus apprécié, car les diasporas ont des affinités particulières avec leur localité d'origine (leur village, leur ville ou leur région). Ces affinités ont conduit certaines localités et régions à développer leurs propres outils d'engagement de la diaspora pour le développement économique. Par exemple, le Grand Copenhague a soutenu le développement des Ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague, un réseau de leaders d'influence danois à l'échelle mondiale, qui défendent et promeuvent les entreprises pour le compte de la région.¹⁶

¹⁵ M. Ardivino et T. DeBass. (2009). *Diaspora Direct Investment: The Untapped Potential for Development*. (L'investissement direct de la diaspora, le potentiel de développement inexploité). USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) Accessible sur https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnado983.pdf.

¹⁶ Pour plus d'information, voir <https://gwa.copcap.com/>.

L'importance croissante du développement local pour le capital économique de la diaspora a également été mise en évidence dans les programmes d'intervention à plus grande échelle soutenus en partenariat entre l'État et les partenaires de développement internationaux. Par exemple, le projet Diaspora Invest de l'USAID en Bosnie-Herzégovine a eu pour principal résultat de donner à la diaspora l'envie de soutenir des entreprises locales de sa région d'origine et d'investir dans leur développement.

Étude de cas n° 5 - Diaspora Invest de l'USAID en Bosnie-Herzégovine

Le projet Diaspora Invest de l'USAID en Bosnie-Herzégovine comportait trois volets principaux : participer à l'élaboration du cadre stratégique pour l'investissement de la diaspora et son engagement dans le développement économique de la Bosnie-Herzégovine, qui sera intégré dans les stratégies de développement économique et les plans d'action à tous les niveaux de gouvernement (État, entité, canton et municipalité) ; développer l'investissement direct de la diaspora par une assistance technique et des subventions aux petites et moyennes entreprises en phase en démarrage. L'assistance technique incluait l'établissement d'un marché de la diaspora de Bosnie-Herzégovine et un concours de business plans afin de trouver des idées d'entreprises innovantes et à forte croissance et de fournir des services de conseil aux entreprises et d'autres formes d'assistance technique aux investisseurs et aux start-ups qui réussissent également à obtenir des prêts soutenus par la DCA (Autorité de crédit au développement) dans le cadre d'un programme complémentaire de l'USAID en dehors de la portée de ce projet ; et développer une plateforme locale durable pour fournir des services aux entreprises de la diaspora et faciliter l'investissement.¹⁷

Si les pays d'origine montrent un intérêt croissant pour le capital économique de la diaspora, c'est principalement parce que l'engagement de la diaspora fait maintenant ses preuves en tant que créateur potentiel d'emplois durables. Les autorités publiques des pays d'origine doivent essayer de trouver un équilibre en comprenant quand ce capital économique est investi par la diaspora sous la forme de contributions financières directes ou de contributions non financières.

Certains de ces domaines d'engagement peuvent prendre des formes qui dépendent des catégories de capital de la diaspora discutées dans d'autres groupes de travail techniques, comme le capital humain et le capital social. Cependant, leur importance ici concorde avec la réalité que l'engagement du capital économique de la diaspora pour les pays d'origine sera nécessaire non seulement pour investir dans la construction d'offres institutionnelles, mais aussi pour renforcer l'accès aux données détaillées sur la diaspora et aux bons types de réseaux économiques.

Au-delà de la création d'environnements favorables aux entreprises, de la collecte de données et des engagements segmentés, les interventions autour des envois de fonds et de l'inclusion financière amplifient les apports financiers directs de la diaspora à travers leur capital économique. Toutefois, des questions cruciales demeurent en ce qui concerne le rôle que doit jouer le gouvernement, dans ces domaines également.

¹⁷ Pour plus d'information, voir <https://www.usaid.gov/bosnia-herzegovina/fact-sheets/fact-sheet-harnessing-diaspora-economic-development>. Pour le rapport d'évaluation du programme, voir <https://www.measurebih.com/performance-evaluation-of-the-usaid-bih-diaspora-invest-activity->.

2.3 Envois de fonds et intégration financière

La résilience et l'ampleur remarquables des envois de fonds ont été à la base du lancement des initiatives pour que la diaspora investisse son capital économique dans des résultats plus durables. En ce qui concerne les contributions financières des diasporas à leurs pays d'origine, les envois de fonds sont les moyens les plus accessibles par lesquels les communautés de la diaspora injectent des fonds dans leurs pays d'origine. Alors que des discours critiques subsistent dans différentes parties du monde sur des problèmes potentiels comme la dépendance à l'égard des envois de fonds qui freine le développement, l'ampleur et la résilience de ces transferts rappellent bien leur importance pour la compréhension des contributions économiques des diasporas à leurs pays d'origine.

Dans son rapport sur les transferts de fonds en 2021, la Banque mondiale a indiqué que :

En 2021, nous prévoyons que les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) atteindront 589 milliards de dollars, soit une augmentation de 7,3 % par rapport à 2020. Les envois de fonds sont aujourd'hui plus de trois fois supérieurs à l'aide publique au développement et, à l'exclusion de la Chine, plus de 50 % supérieurs à l'investissement étranger direct.

Cette reprise fait suite à la résistance des flux constatée au second semestre 2020, qui avait presque compensé les perturbations subies au second trimestre. Les volumes de l'année n'ont enregistré qu'un léger recul de 1,7 % dans un contexte de profonde récession mondiale.¹⁸

Il est impératif de rappeler au secteur la réalité fondamentale selon laquelle l'attitude et les comportements des diasporas en matière de dépenses sont souvent enracinés dans leur origine en tant que phénomène sociologique. Cela signifie que les envois de fonds sont principalement des transferts personnels à des fins familiales ou similaires. Ils sont souvent réprimés par la charge de travail pour l'engagement des envois de fonds lorsque les technologies et les outils hypothétiques basés sur la taille des opportunités de marché ne parviennent pas à vérifier le respect des objectifs, des préoccupations et des besoins spécifiques des diasporas dans la façon dont elles souhaitent que leurs fonds envoyés soient utilisés et dans la façon dont les bénéficiaires utilisent ces fonds. Il est possible d'encourager l'utilisation des envois de fonds dans les différents outils de financement, mais non sans acquérir une bonne compréhension de ce qui motive ces flux.

Par conséquent, d'importants outils d'engagement axés sur la collecte de données, l'inclusion numérique et financière, l'éducation et les compétences financières et d'autres aspects de la mobilisation efficace des envois de fonds se sont révélés essentiels pour la conception et la réalisation de ces engagements. Le GiZ a également développé un outil d'éducation financière en ligne pour aider les communautés de la diaspora en Allemagne à se renseigner sur des utilisations plus durables de leurs envois de fonds et de leurs engagements financiers avec leur pays d'origine en fonction de leur capacité financière à s'engager dans des secteurs clés.

Étude de cas n° 6 : formation en ligne du GiZ sur les envois de fonds

La formation permettra de renforcer la confiance et les connaissances en matière de gestion de l'argent et du budget et de comprendre les possibilités de dédier une partie des envois de fonds à des investissements

¹⁸ D. Ratha. (2021). Global Remittance Flows in 2021: A Year of Recovery and Surprises (Les envois de fonds dans le monde en 2021 : une année de reprise et de surprises.) World Back, 17 novembre.

à long terme (comme les petites entreprises, les comptes d'épargne, les assurances). Elle cherchera aussi à améliorer les connaissances financières des expéditeurs ou des destinataires des envois de fonds afin qu'ils puissent épargner et investir ces fonds dans le développement économique durable de leur pays d'origine.

Les modules abordent les quatre sujets suivants : Fit to remit, Fit to save, Fit to invest, Fit to entrepreneur.¹⁹

Les modules de l'étude de cas reflètent également une gamme croissante de produits développés par le secteur privé et les partenaires de développement internationaux qui travaillent avec les pays d'origine pour commencer à changer les comportements d'utilisation des fonds envoyés. Ce développement a entraîné une augmentation des engagements qui se sont mis à tester la possibilité d'acheminer les envois de fonds par des moyens comme le financement participatif (par exemple, Babyloan Mali)²⁰, et de les lier à d'autres services financiers tels que les produits d'épargne, les produits hypothécaires de la diaspora, les produits d'assurance et les produits incitatifs (par exemple, la GUBA Diaspora Card).²¹

Dans tous ces domaines, les autorités des pays d'origine jouent un rôle législatif important, mais peuvent également soutenir les rôles clés de collecte, de gestion et de traitement des données afin que le développement des produits puisse correspondre aux besoins locaux. Ils peuvent aussi aider à déterminer les principales composantes du suivi et de l'évaluation des produits en lien avec des services financiers qui sont fournis à la diaspora.

2.4 Philanthropie de la diaspora

La philanthropie de la diaspora reste l'une des voies les moins appréciées par lesquelles le capital économique de la diaspora peut être mis en réseau et mobilisé pour les pays d'origine. Elle est souvent confondue avec la charité de la diaspora qui, bien que significative et substantielle, ne correspond pas au paradigme du changement à la racine du problème qui est ancré dans la philanthropie de la diaspora. L'objectif principal de la philanthropie de la diaspora n'est pas de compenser les maux d'un problème sur place, mais de soutenir un changement à la racine du problème, à la fois dans la diaspora et dans le pays d'origine.

En ce qui concerne la manière dont les communautés de la diaspora aiment passer d'un engagement non financier à un engagement financier à travers leur capital économique, la philanthropie de la diaspora apparaît également comme un engagement naturel à relier aux désirs de la diaspora de contribuer au développement socio-économique dans son pays d'origine. À cet égard, le développement social est souvent de la plus haute importance pour les communautés de la diaspora.

Afin d'appuyer activement cette philanthropie de la diaspora, les gouvernements des pays d'origine peuvent mener d'importantes révisions législatives dans le domaine fiscal et d'autres. Ils peuvent aussi contribuer à la formulation des objectifs de développement du pays. Cependant, il existe d'importantes variations dans la façon dont les gouvernements s'impliquent dans la gouvernance ou la mise en œuvre des projets philanthropiques de la diaspora. Deux études de cas illustrent cette distinction.

¹⁹ Pour plus d'information, voir <https://online.atingi.org/enrol/index.php?id=2353>.

²⁰ Pour plus d'information, voir <https://www.babyloan.org/fr/mali#>.

²¹ Pour plus d'information, voir <https://gubadiaspora.com/>.

Étude de cas n° 7 : l'Ethiopian Diaspora Trust Fund

L'EDTF est une organisation à but non lucratif qui travaille en coordination avec le gouvernement éthiopien pour que les Éthiopiens de la diaspora de tous horizons s'engagent directement dans l'amélioration de la vie du peuple éthiopien en collectant des fonds pour des projets socio-économiques vitaux en Éthiopie.

L'EDTF a pour objectif principal de financer des projets de développement économique et social centrés sur les personnes. Le Fonds vise à financer des projets qui répondent à des besoins critiques choisis en fonction de leur capacité à produire le plus d'effets positifs sur les groupes et les communautés en Éthiopie dans des domaines comme la santé, l'éducation, les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, le logement, la réadaptation des personnes handicapées, le développement agricole, la technologie, l'entrepreneuriat à petite échelle et d'autres projets générateurs de revenus et d'emplois.

L'EDTF accordera une attention prioritaire aux projets centrés sur les jeunes, les femmes, les petits exploitants agricoles, les petites entreprises et les entrepreneurs, qui peuvent être des agents de développement social et économique inclusif.²²

Étude de cas n° 8 : The Ireland Funds

The Ireland Funds sont un réseau mondial de collecte de fonds pour les personnes d'origine et d'ascendance irlandaise et les amis de l'Irlande, qui se consacrent à la collecte de fonds pour soutenir les programmes de paix et de réconciliation, les arts et la culture, l'éducation et le développement de la communauté dans toute l'île d'Irlande.

En plus de ses sections dans tous les États-Unis, The Ireland Funds est maintenant présent dans 11 autres pays, sous le slogan commun de Paix, Culture et Charité. Plus de 100 événements sont organisés chaque année dans le monde entier, auxquels participent plus de 40 000 personnes. The Funds a collecté plus de 600 millions de dollars et soutenu financièrement 3 200 projets sur l'île d'Irlande. L'organisation a mis au point un processus de contrôle des subventions et des organisations basé à Dublin. Elle a mené avec succès des campagnes de collecte de fonds, développé le réseau Young Leader et établi un réseau mondial influent dont beaucoup de membres continuent à interagir avec l'Irlande de différentes manières.²³

Dans la première étude de cas, le gouvernement joue un rôle plus actif dans la coordination de l'instrument philanthropique, tandis que dans la deuxième, on a une entité philanthropique indépendante qui collabore avec le gouvernement mais conserve son indépendance totale. Par exemple, dans le cas de The Ireland Funds, les dirigeants politiques sont souvent des intervenants d'honneur lors d'événements, mais les opérations quotidiennes de l'organisation restent totalement indépendantes de tout engagement politique. Cela permet à l'engagement philanthropique de la diaspora d'inclure des activités axées sur la découverte et le risque.

Par exemple, au cours du processus de paix en Irlande du Nord, The Ireland Funds a pu soutenir des interventions que le gouvernement aurait eu des difficultés à assumer. Comme la philanthropie est privée, elle peut aller dans des endroits que les gouvernements ne peuvent pas ou ne veulent pas atteindre. Ainsi, elle peut aider les gouvernements des pays d'origine en compensant certaines des tensions culturelles, économiques ou sociales qui traverseraient le pays.

²² Pour plus d'information, voir <https://www.ethiopiustrustfund.org/>.

²³ Étude de cas fournie par Kingsley Aikins, ancien PDG de The Worldwide Ireland Funds. Pour plus d'information, voir <https://irelandfunds.org/>.

2.5 Engagements du capital économique de la diaspora : considérations sur les institutions, l'information et la mise en œuvre

À partir de ces données préliminaires, notre analyse jusqu'à présent montre clairement que l'engagement du capital économique de la diaspora soulève des considérations et des défis importants pour les gouvernements des pays d'origine. Afin de fournir une certaine structure sur la façon d'aborder ces défis et de fournir un cadre de référence pour identifier des résultats exploitables par l'intermédiaire de ce groupe de travail technique, le document délimite les modalités requises en ce qui concerne les institutions, l'information et la mise en œuvre pour un engagement efficace du capital économique de la diaspora.

Au niveau institutionnel, les gouvernements doivent s'engager à concevoir et à fournir des outils institutionnels assurant la réalisation d'analyses de marché fiables et le partage des informations pour mobiliser le capital économique de la diaspora. Avec leur appareil institutionnel, ils doivent aussi dynamiser les réseaux de la diaspora pour qu'ils soient capables d'appuyer ces engagements. Enfin, ils doivent également s'engager à nouer une solide collaboration institutionnelle entre les gouvernements et les marchés afin de créer un environnement législatif et fiscal favorable pour attirer les capitaux économiques de la diaspora et assurer le suivi de ces engagements.

Compte tenu de l'élargissement de la gamme de produits financiers offerts aux diasporas pour attirer leur capital économique, il est important pour les gouvernements de suivre les répercussions du capital économique de la diaspora, à la fois par l'envoi de fonds et au-delà. L'OIM, en collaboration avec DMA Global, a élaboré un guide en six étapes pour aider les gouvernements des pays d'origine à institutionnaliser ce processus.²⁴

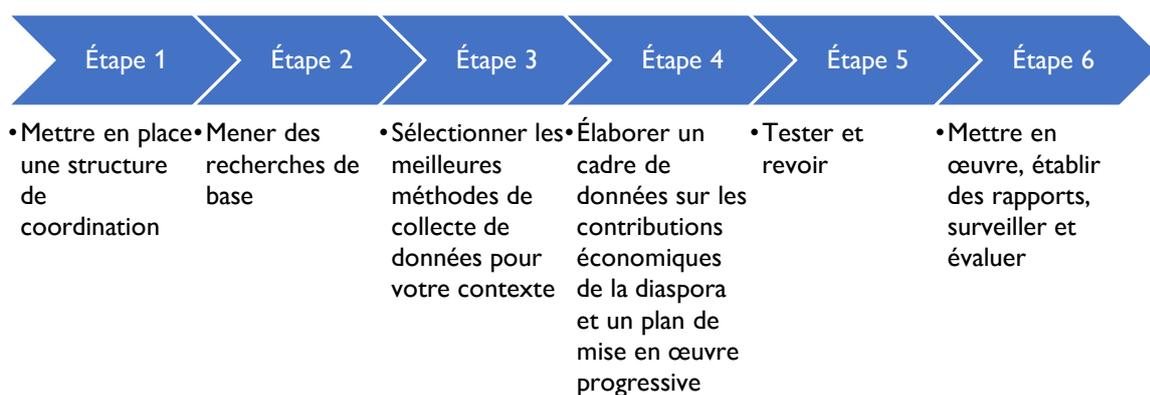


Illustration 2 Méthode en six étapes pour mesurer les contributions économiques de la diaspora

Ces étapes font clairement ressortir les intersections entre les capacités en matière d'institutions, d'information et de mise en œuvre que les gouvernements doivent formaliser pour adopter une approche structurée et systématique de mobilisation du capital économique de la diaspora. Ces étapes construisent structurellement une approche pour tout le gouvernement et toute la société, dans laquelle le gouvernement devra engager les leaders du marché pour compiler et analyser les statistiques et des données sur les flux et les répercussions du capital économique de la diaspora.

²⁴ OIM. (2020). *Contributions and Counting Guidance to Measure Economic Impact of Diaspora Beyond Remittances* (Contributions et comptabilisation : guide pour mesurer l'impact économique de la diaspora au-delà de l'envoi de fonds). Genève.

Au niveau de l'information, les gouvernements doivent devenir la source de référence pour la diffusion d'informations fiables sur les marchés et les investissements. Dans une perspective de réseautage, ils doivent également prendre les décisions de leadership nécessaires pour façonner le bon type de réseaux de capital économique de la diaspora sur la base des informations pertinentes sur les plans de développement des marchés et des secteurs locaux. Parmi ses considérations centrales en matière d'information, le gouvernement doit s'assurer qu'une recherche et développement efficace est menée pour que les contributions en capital économique de la diaspora soient fructueuses.

En faisant progresser les engagements des considérations sur les institutions et les informations à celles entourant la mise en œuvre, on sait déjà que le gouvernement devra allouer des ressources humaines et financières suffisantes pour intégrer l'engagement de la diaspora dans tout le développement économique. Ces fonds doivent être considérés comme un investissement de départ et, compte tenu de l'ampleur des possibilités de marché que possède le capital économique de la diaspora, il est fortement recommandé que les gouvernements s'appuient sur des partenaires extérieurs, y compris les organisations de la diaspora, lorsque c'est possible, pour instaurer un esprit de copropriété. Il peut également être important que les gouvernements, au moment opportun, prennent du recul et permettent au marché de produire ses propres fruits à partir du capital économique de la diaspora.

En gardant ces considérations à l'esprit, le document fournit cinq ébauches d'actions à programmer pour que les gouvernements des pays d'origine engagent avec succès le capital économique de la diaspora.

1	S'impliquer dans des cadres formels de gouvernance interinstitutionnelle pour fonder un environnement propice à l'engagement du capital économique de la diaspora.
2	S'engager dans des approches structurelles pour le suivi et l'évaluation des contributions économiques de la diaspora telles qu'identifiées dans le rapport de l'OIM Contributions et comptage.
3	Centraliser les engagements de transition clés tels que la philanthropie en tant que voies d'engagement clés pour les contributions du capital économique de la diaspora.
4	Faire progresser les programmes d'aide aux communautés de la diaspora dans les domaines de l'inclusion, de l'éducation et des compétences numériques afin de diversifier les dons et les affectations des fonds envoyés, en tenant compte des différences de genre, d'âge et de capacité numérique entre la diaspora et les marchés locaux.
5	Intégrer l'engagement de la diaspora dans toutes les politiques de développement socio-économique pertinentes en tant qu'innovation politique rapide et peu coûteuse pour illustrer l'action du gouvernement en faveur de l'engagement de la diaspora.

Illustration 3 Réflexions préliminaires pour les pays d'origine dans l'engagement du capital économique de la diaspora

3. Le capital économique de la diaspora pour les pays de résidence

Bien que les pays d'origine aient jusqu'à présent été considérés comme prioritaires pour ce qui est d'engager le capital économique de la diaspora, les répercussions potentielles pour les pays de résidence ont été largement sous-évaluées. Comme le notent Ardovino et DeBass dans leur

traitement de l'investissement direct de la diaspora aux États-Unis, il « agit aussi dans l'intérêt de la politique commerciale et de la diplomatie américaines ».²⁵

Au-delà de l'importance diplomatique, les pays de résidence peuvent aussi s'attirer les gains plus modestes par le biais du capital économique de la diaspora en s'assurant qu'elle a accès aux réseaux de prospérité et d'influence de la diaspora qui peuvent apporter des contributions politiques aux pays de résidence dans des domaines variés, dont l'économie, l'éducation et la sécurité. De même, le marketing de la diaspora apparaît comme un avantage commercial majeur non seulement pour les pays d'origine, mais aussi pour des secteurs majeurs des pays de résidence.

D'autres gains plus modestes comprennent les capacités intellectuelles et des entreprises qui peuvent être construites par les communautés de la diaspora dans les pays de résidence pour faire avancer les solutions aux enjeux urgents de notre époque autour de la cohésion sociale, de la prospérité partagée et du progrès équitable pour tous. Les pays de résidence, que ce soit par l'intermédiaire de l'État ou du marché, peuvent stratégiquement impliquer les diasporas pour aider sur ces questions.

Par conséquent, ce contexte donne un aperçu de trois domaines clés dans lesquels le capital économique de la diaspora peut avoir des effets sur les pays de résidence, que ce soit par l'action publique ou par la facilitation.

3.1 Des réseaux de prospérité et d'influence au marketing de la diaspora

Les réseaux multisectoriels de prospérité et d'influence de la diaspora constituent des sources remarquables d'expérience, de connaissances et d'influence pour les pays de résidence. Prenons, par exemple, l'Initiative hellénique qui a été fondée en 2012 par des membres des communautés grecques et philhelléniques mondiales qui devaient répondre à l'aggravation de la crise économique et voulaient aider à façonner la reprise à long terme de la Grèce. Le conseil d'administration se compose de dirigeants comme le président Bill Clinton, Andrew Liveris et d'autres, et ses ambassadeurs sont des meneurs comme Arianna Huffington et la star de la NBA Giannis Antetokounmpo. L'organisation s'engage à s'assurer qu'il s'agit d'«investir et non de distribuer», en produisant «des effets et des résultats».²⁶

En encourageant le développement de tels réseaux de prospérité et d'influence entre les communautés de la diaspora, les pays de résidence peuvent attirer des effets bilatéraux ou multilatéraux importants sur la politique intérieure et étrangère. En s'engageant à soutenir l'objectif et l'influence de la diaspora, les pays de résidence peuvent bâtir des alliances importantes pour préserver l'équilibre de leur politique intérieure et étrangère.

Au-delà de ces réseaux de prospérité et d'influence, les pays de résidence peuvent également saisir l'opportunité d'engagements à plus grande échelle des communautés de la diaspora liée à leur importance croissante en tant que segment de consommation et de marketing. Par exemple, au cours des dernières années, le marketing visant la diaspora a connu un développement important pour aider à créer des entreprises dans les pays de résidence grâce au pouvoir d'achat de la diaspora. Le plus remarqué sur des marchés comme la culture, l'éducation et le tourisme, ce sujet du marketing sera

²⁵ M. Ardivino et T. Debass. (2009). *Diaspora Direct Investment: The Untapped Potential for Development*. (L'investissement direct de la diaspora, le potentiel de développement inexploité). USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) Consultable sur https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnado983.pdf.

²⁶ Pour plus d'information, voir <https://www.thehellenicinitiative.org/our-history/>.

aussi traité plus en détail dans d'autres documents d'information. Il peut avoir des effets économiques importants après la pandémie pour maintenir les emplois dans les pays de résidence, y compris dans les secteurs clés.

3.2 Accès aux artisans du changement

Il est important aussi que les pays de résidence en ce qui concerne l'engagement du capital économique de la diaspora, envisagent la nécessité émergente d'opter pour des interventions qui garantissent l'inclusion à long terme des communautés de la diaspora dans ces pays. Les diasporas sont des communautés et des réseaux d'artisans du changement et de dirigeants qui peuvent contribuer à la prospérité culturelle, économique, sociale et politique des pays de résidence.

Les gouvernements et leurs partenaires respectifs feront face à des pressions croissantes de la part des communautés de la prochaine génération pour qu'ils adoptent de telles mesures. Par conséquent, en soutenant et en encourageant l'inclusion des artisans du changement de la diaspora, les pays de résidence peuvent jouer un rôle important dans la construction de sociétés inclusives. Cela donne au capital économique de la diaspora, par exemple, une autre influence importante à l'intérieur des pays de résidence. Le programme ABLE du Réseau de la diaspora africaine (ADN) dans la Silicon Valley en est un bon exemple.

Étude de cas n° 9 : accélérer le leadership et l'entrepreneuriat des Afro-américains

L'ABLE est un programme d'accélération d'entreprises conçu pour renforcer, dynamiser et soutenir les petites entreprises et les organisations à but non lucratif dirigées par des communautés de la diaspora africaine aux États-Unis.

Adapté du programme Builders of Africa's Future de l'ADN qui prône l'innovation et l'action sociétale parmi les jeunes entreprises africaines, l'ABLE identifie 15 à 20 chefs d'entreprise noirs qui ont initié un éventail de solutions durables à la pauvreté dans de multiples secteurs au niveau local et national. Ces secteurs incluent l'éducation, les soins de santé, la finance, la connectivité, l'agriculture et les énergies renouvelables. Tous répondent aux besoins essentiels de la communauté tout en stimulant une croissance durable.

Le programme est conçu pour élargir les routes économiques et faire progresser les efforts des entrepreneurs grâce à la formation et au mentorat en ligne et en personne qui soutiennent l'adaptation et les innovations des entrepreneurs noirs dans le contexte actuel de pandémie mondiale et de climat économique changeant.²⁷

3.3 Diplomatie économique

Les effets qu'il peut produire sur la diplomatie économique sont la raison la plus évidente pour laquelle les pays de résidence font appel au capital économique de la diaspora. Si certaines de ces tendances ont été mises en évidence ci-dessus, en ce qui concerne le renforcement des relations économiques bilatérales ou le service aux programmes politiques respectifs des pays de résidence, l'engagement local du capital économique de la diaspora dans les pays de résidence, lorsqu'il porte ses fruits, peut également entraîner des créations d'emplois dans les pays de résidence.

Les pays de résidence jouent un rôle de plus en plus important dans l'incubation de l'esprit d'entreprise et d'innovation de la diaspora qui peuvent conduire à la création d'emplois et à des emplois qui ont

²⁷ Pour plus d'information, voir <https://africandiasporanetwork.org/able/>.

du sens au niveau local. Étant donné que les diasporas veulent produire des effets à la fois dans les pays d'origine et les pays de résidence, ces créations d'emplois seront également encouragées dans les pays d'origine, comme on l'a déjà indiqué. En s'engageant en faveur de la créativité économique de la diaspora et en la mettant en réseau entre les pays de résidence et d'origine, il est possible de produire des effets à l'échelle locale et mondiale. Cela va dans le sens d'une prise de conscience croissante du fait que le retour physique des diasporas dans leur pays d'origine n'est plus nécessaire pour apporter une contribution significative. Par conséquent, les diasporas vivant à distance dans des pays de résidence peuvent construire des soutiens et des solutions qui génèrent des emplois et une valeur économique à la fois dans les pays de résidence et d'origine.

Étude de cas n° 10 : WIDU.africa

Ce programme est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für international Zusammenarbeit (GIZ) GmbH pour le compte du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). En collaboration avec la diaspora africaine en Europe, WIDU applique une approche innovante qui combine financement et coaching pour renforcer les petites entreprises nouvelles et existantes en Afrique, conduisant à la création de nouveaux emplois.²⁸

3.4 Délimiter les considérations sur les institutions, l'information et la mise en œuvre pour les pays de résidence

Le document reconnaît que la base analytique pour explorer les contributions et la valeur du capital économique de la diaspora pour les pays de résidence ne fait qu'émerger. Dans ce domaine, il ne peut par conséquent qu'examiner certaines des premières considérations techniques sur les institutions, l'information et la mise en œuvre dans les pays de résidence. Ces considérations sont alignées sur le fait que les pays de résidence font face à des perspectives et à des pressions différentes en ce qui concerne la manière dont ils peuvent bénéficier dans les faits de l'engagement du capital économique de la diaspora, le coordonner et le gérer.

Le document d'information propose cinq considérations préliminaires aux pays de résidence pour relever les défis et saisir les opportunités liées à la mobilisation du capital économique de la diaspora.

1	S'engager dans des initiatives d'incubation pour permettre aux leaders de la diaspora d'accéder aux programmes classiques qui sont destinés à l'économie et aux entrepreneurs dans les pays de résidence.
2	Établir des partenariats avec des centres clés pour les communautés et les leaders de la diaspora, comme des universités, afin d'ouvrir des voies pour l'autonomisation économique des communautés de la diaspora.
3	S'engager à soutenir les réseaux de leadership économique de la diaspora établis pour renforcer les portefeuilles de diplomatie économique, y compris l'engagement spécifique des femmes et des leaders économiques de la prochaine génération de la diaspora.
4	Développer les échanges entre pairs d'un même secteur : les leaders économiques locaux et ceux de la diaspora.
5	Adopter des réformes législatives pour inciter davantage les diasporas à contribuer au niveau local et aux pays d'origine.

Illustration 4 Réflexions préliminaires pour les pays de résidence dans l'engagement du capital économique de la diaspora

²⁸ Pour plus d'information, voir <https://widu.africa/>

4. Construire un avenir cocréé pour le capital économique de la diaspora

Le document d'information a exploré les logiques et les outils que les pays d'origine et de résidence peuvent utiliser pour commencer à produire des effets à long terme sur le développement socio-économique dans les deux juridictions grâce au capital économique de la diaspora. Toutefois, pour réussir ces interventions, les autorités publiques devront manœuvrer entre ceux qui mettent en œuvre et ceux qui facilitent.

Il est impératif de rappeler également que le capital économique de la diaspora n'est qu'une des nombreuses formes de capital de la diaspora. Les autorités publiques devront gagner le droit de mener cette discussion sur le développement économique avec leurs diasporas respectives en tant que pays d'origine et de résidence. Les autorités publiques ont d'autant plus besoin de réfléchir de manière stratégique et structurelle à la meilleure façon de gouverner ces engagements. Il est essentiel de définir qui, en ce qui concerne le capital économique de la diaspora, est le mieux placé pour faire des demandes économiques à la diaspora.

Par exemple, on fait souvent valoir que les diasporas donnent de l'argent d'abord parce qu'elles ont foi en la mission de l'organisation qui le demande, et ensuite parce qu'elles ont foi en la personne qui le demande. Cela centralise un rôle important de vérification des parrainages pour le gouvernement, mais aussi l'importance des partenariats, en particulier avec le secteur privé, qui permettra aux organisations de la diaspora, aux partenaires de développement internationaux et aux autres de faire appel au capital économique de la diaspora pour le développement.

La mise à l'échelle de ces engagements reviendra toujours à établir un partenariat. Pour que le capital économique de la diaspora soit engagé durablement à long terme, les diasporas doivent avoir le sentiment que le gouvernement a aussi une vision à long terme. Chercher à attirer trop vite les capitaux économiques de la diaspora peut s'avérer préjudiciable pour les pays d'origine et de résidence. Dans cette optique, les partenaires et parties prenantes clés qui ont une connaissance approfondie des objectifs, des préoccupations et des besoins de la diaspora en tant que courtiers d'engagement peuvent être des activateurs essentiels de l'engagement de ce capital.

Dans cet esprit, le document fournit quelques brèves recommandations sur la façon d'intégrer le rôle du gouvernement dans les détails liés aux institutions, à l'information et à la mise en œuvre qui mèneront au succès, en partageant quelques réflexions sur ce qui peut être fait au niveau des politiques, des programmes et des partenariats afin de mobiliser le capital économique de la diaspora.

4.1 Agir et produire des effets : politiques, programmes et partenariats

La capacité des gouvernements des pays d'origine et de résidence de naviguer entre un rôle de mise en œuvre et un rôle de facilitation s'envisage au mieux dans le rôle du gouvernement au niveau des politiques, des programmes et des partenariats. Le document formule une recommandation pour chacun de ces domaines afin d'établir une base de discussion pour le groupe de travail technique.

Domaine	Recommandation	Acteur(s) responsable(s)	Résultats potentiels de l'action du GDS
Politique	Donner la priorité à une approche globale de l'engagement politique du capital économique de la diaspora, basée sur la détermination du législateur et du gouvernement, et qui engage les contributions financières et non financières des diasporas pour le développement dans les pays d'origine et de résidence.	Gouvernements des pays d'origine et de résidence.	S'engager à développer une Alliance politique mondiale de la diaspora pour associer les décideurs travaillant sur l'engagement de la diaspora dans les pays d'origine et de résidence.
Programme	Développer des programmes d'intervention à long terme qui créent des environnements favorables pour les entreprises, donnent de la place à la recherche et au développement, au rôle de la diaspora dans la gouvernance des programmes d'engagement, ainsi qu'aux programmes pilotes pour définir des interventions évolutives.	Gouvernements des pays d'origine et de résidence, organisations de la diaspora, partenaires internationaux de développement.	S'engager à établir un code de conduite en matière de gouvernance et de mise en œuvre pour l'engagement du capital économique de la diaspora.
Partenariat	Assurer une cocréation active entre les représentants de l'État, de la diaspora et du marché dans la gouvernance et la mise en œuvre de toutes les formes d'engagements du capital économique de la diaspora pour tirer parti des nouvelles technologies et des économies d'échelle.	Gouvernements des pays d'origine et de résidence, organisations de la diaspora, partenaires internationaux de développement.	S'engager à donner la priorité à un programme d'action multipartite pour concevoir des interventions sur le marché numérique pour le capital économique de la diaspora.

Illustration 5 Recommandations logiques pour les déclarations de résultats potentiels du GDS sur le capital économique de la diaspora

Politiques recommandées

La mise en commun des meilleurs cadres et modèles reste sporadique, malgré l'augmentation considérable du nombre de politiques et de stratégies de la diaspora qui émergent en ce qui concerne l'engagement du capital économique de la diaspora pour les pays d'origine, ainsi que des instruments politiques pour intégrer les communautés de la diaspora en tant qu'acteurs du développement économique dans les pays de résidence. Étant donné que l'engagement de la diaspora est

essentiellement un secteur peu concurrentiel, les acteurs économiques peuvent partager beaucoup plus. Le GDS sème une autre graine pour cette collaboration, mais des approches plus structurées par des alliances de communautés de pratique sont nécessaires.

De ce fait, ce document d'orientation formule la recommandation en matière de politique de donner la priorité à une approche globale de l'engagement politique du capital économique de la diaspora, basée sur la détermination du législateur et du gouvernement, et qui engage les contributions financières et non financières des diasporas pour le développement dans les pays d'origine et de résidence. Le document final qui résultera du sommet pourra contribuer à faire progresser cette question.

Programmes recommandés

Ce sommet nous donne notamment l'occasion de nous demander si une activité accrue dans l'engagement de la diaspora se traduit par des progrès dans l'engagement de la diaspora. En raison de la nature programmatique de bon nombre d'interventions, les gouvernements, les diasporas et leurs partenaires dans la mise en œuvre des programmes d'engagement de la diaspora ont souvent rencontré des contraintes financières ou opérationnelles quand ils souhaitaient étendre l'engagement de la diaspora. C'est une difficulté majeure à laquelle les résultats de ce sommet peuvent s'attaquer.

Par conséquent, le présent document d'orientation formule, au sujet des programmes, la recommandation que des interventions à long terme doivent être programmées pour créer des environnements favorables pour les entreprises, donner de la place à la recherche et au développement, au rôle actif de la diaspora dans la gouvernance des programmes d'engagement, ainsi qu'aux programmes pilotes pour définir des interventions évolutives. Pour simplifier, l'engagement de la diaspora ne doit pas être précipité, et il faut s'attendre à ce que des visions politiques et programmatiques sur une période de 15 à 20 ans soient nécessaires pour produire des effets extensibles.

Partenariats recommandés

Pour réaliser ces ambitions, l'État devrait aider à définir le cadre et le ton de l'engagement, mais aussi rencontrer la diaspora là où elle se trouve avec ses capacités et sa propension à s'engager économiquement. En harmonisant la conception et la mise en œuvre entre plusieurs parties prenantes, les autorités publiques peuvent s'assurer que l'engagement du capital économique de la diaspora est éclairé par leur leadership et mis en œuvre en partenariat avec des acteurs capables d'amener la diaspora à agir avec plus d'énergie. Les autorités publiques comme les diasporas ont tout à y gagner.

Par conséquent, le présent document d'orientation recommande un partenariat en considérant qu'il est nécessaire d'assurer une cocréation active entre les représentants de l'État, de la diaspora et du marché dans la gouvernance et la mise en œuvre de toutes les formes d'engagements du capital économique de la diaspora pour tirer parti des nouvelles technologies et des économies d'échelle. Cette recommandation vise essentiellement à ce que les gouvernements, par l'intermédiaire de partenaires externes, parlent non pas aux communautés de la diaspora mais avec elles au sujet de l'engagement de leur capital économique.

5. Trois questions d'orientation pour le groupe de travail thématique

En parcourant les rôles complexes et les opportunités pour les pays d'origine, les pays de résidence et le cadre optimal pour l'engagement du capital économique de la diaspora, ce groupe de travail technique peut définir quelques questions d'orientation qui concordent avec les résultats attendus du groupe de travail. Ces résultats seront inscrits dans le document final du GDS qui définira la planification et le suivi du Pacte mondial sur les migrations (CGM) à mener par le biais du Forum d'examen des migrations internationales (IMRF). Le document final sera envisagé comme un Programme d'action pour l'avenir qui guidera et façonnera la collaboration mondiale sur l'engagement de la diaspora.

Dans la ligne des efforts visant à renforcer la mise en œuvre du GCM par le biais de l'IMRF, le Programme d'action pour l'avenir du GDS donne l'occasion d'élaborer en temps opportun une déclaration mondiale inclusive d'un Programme d'action pour l'avenir en matière d'engagement de la diaspora qui puisse directement aviser l'IMRF et la mise en œuvre plus large du GCM.²⁹ Le Programme d'action pour l'avenir visera donc à guider le processus et à définir des engagements prioritaires pour contribuer à cette déclaration mondiale. Il pourra ensuite servir de cadre d'action mondial pour l'engagement de la diaspora afin de contribuer directement à la poursuite de la mise en œuvre et à l'avenir de l'Objectif 19 du GCM en suscitant la collaboration active de toutes les parties prenantes à travers l'écosystème de l'engagement de la diaspora.

Les questions d'orientation pour chaque atelier technique du GDS doivent toutes participer à élaborer des contributions exploitables en vue d'une déclaration mondiale de soutien à l'action dans l'engagement de la diaspora qui s'aligne directement sur l'Objectif 19 du GCM. Nous identifions ci-dessous quatre questions d'orientation pour lancer ce processus. Elles sont conçues pour aborder les étapes politiques, programmatiques et de partenariat afin de réaliser le programme d'action et pour explorer comment établir le GDS en tant que réunion mondiale pour guider le processus de réalisation de cette ambition.

- Politique : Que peut recommander le Programme d'action pour l'avenir au niveau politique afin de réaliser une action de collaboration mondiale sur le capital économique de la diaspora?
- Programme : Que peut recommander le Programme d'action pour l'avenir comme programmes d'engagement de la diaspora dans le capital économique de la diaspora?
- Partenariat : Qui sont les principaux acteurs à établir des partenariats avec les gouvernements pour augmenter les effets de l'engagement du capital économique de la diaspora et comment le Programme d'action pour l'avenir peut-il soutenir de tels partenariats?
- Processus : Comment le Programme d'action pour l'avenir peut-il réaffirmer l'importance du GDS en tant que processus de référence dans le monde pour réaliser cette action de collaboration internationale pour l'engagement de la diaspora?

²⁹ Pour plus d'information sur le soutien qu'apporte l'IMRF à la mise en œuvre du GCM, voir <https://www.un.org/en/migration2022/> et <https://migrationnetwork.un.org/pledges>.

6. Résultats attendus

Compte tenu du cadre préliminaire fourni dans le présent document d'information et de l'expertise des gouvernements participants en matière d'engagement économique avec les diasporas, le groupe de travail technique pourrait examiner les résultats suivants en vue de formuler des actions futures significatives et mesurables sur l'engagement de la diaspora par la mobilisation de son capital économique. Ils ont été classés en résultats directs du groupe de travail et résultats visionnaires du groupe de travail.

Résultats directs

Modules d'effets pair à pair : Le groupe de travail technique peut servir aux échanges de pair à pair entre gouvernements pour définir de manière modulaire les effets de l'engagement du capital économique de la diaspora. Des collaborations post-groupe de travail pourront être tissées pour poursuivre l'élan au-delà du Sommet mondial de la diaspora avec une collaboration entre gouvernements sur l'engagement de la diaspora.

Suivi : Des décisions concertées peuvent être prises sur la meilleure façon de contrôler et de suivre les effets des engagements de la diaspora afin d'identifier les meilleurs moyens de développer ces engagements. On peut extrapoler une base de référence pour ce suivi en partageant les pratiques existantes et en identifiant les enseignements clés à tirer et les échecs rencontrés dans ce domaine d'engagement.

Recherche de partenariats : Un résultat direct peut être la recherche de partenariats pour identifier les principaux soutiens externes que les gouvernements des pays d'origine et de résidence peuvent mobiliser pour obtenir des engagements significatifs de capital économique de la diaspora. Ces partenariats peuvent inclure la société civile, les organisations de la diaspora, les fondations, les partenaires de développement internationaux, le secteur privé et d'autres personnes identifiées par les participants au groupe de travail technique.

Résultats visionnaires

Le programme d'action pour l'avenir du capital économique des diasporas : Ce résultat visionnaire consiste à définir la portée d'un futur programme d'action pour l'engagement des diasporas par le capital économique. Il peut être exprimé au moyen des résultats directs ci-dessus pour mettre en place un programme réalisable d'intégration du capital économique de la diaspora en tant que voie pour des contributions positives aux pays d'origine et de résidence. Dans ce programme, il fera tenir compte de dynamiques comme l'augmentation de l'attention politique pour l'engagement de la diaspora, l'amélioration stratégique des engagements de la diaspora dans tous les portefeuilles économiques, la création de nouvelles applications pour soutenir l'engagement du capital économique de la diaspora, et l'évolutivité ou la reproductibilité des modèles de réussite déjà actifs sur le marché.

Un cadre participatif pour l'action future : Ce résultat visionnaire décomposera les niveaux complexes de leadership et de partenariat qui sont nécessaires pour réussir à impliquer les diasporas par l'économie, afin d'offrir une vue d'ensemble des acteurs nécessaires pour réaliser l'ambition du futur programme. Il peut servir de source d'inspiration pour le leadership sur ces différents marchés pour centraliser les engagements économiques de la diaspora dans leur portefeuille actuel et futur d'activités stratégiques. Cela garantira que le Programme d'action pour l'avenir sera un programme inclusif qui bénéficiera d'une appropriation active par tous les acteurs de l'écosystème d'engagement de la diaspora.

Conclusion

Ce bref document d'orientation est fourni comme base contextuelle au groupe de travail technique sur le capital économique de la diaspora au GDS. Il explore des thèmes de discussion avec quelques informations de référence et des instructions pour guider le groupe de travail technique. Au vu des résultats attendus de ce groupe de travail, il est prévu que l'étendue et la diversité de l'expertise et de l'expérience des participants au groupe de travail technique feront progresser ces discussions préliminaires afin d'esquisser collaborativement une future déclaration d'action pour garantir que le capital économique de la diaspora apportera des bénéfices mutuels aux pays d'origine et de résidence.